



FEDERATION DES TRAVAILLEURS DES INDUSTRIES DU LIVRE
DU PAPIER ET DE LA COMMUNICATION

263 rue de Paris – case 426 – 93514 MONTREUIL CEDEX –

Tél. 01 48 18 80 24

Fax 01 48 51 99 07 - 01 48 18 81 52

Site Internet : filpac-cgt.fr

Presse quotidienne : La question salariale ne se résume pas à un indice discrédité

La question salariale, pour le secteur presse fédéral, réuni le vendredi 6 avril, ne saurait être réglée, notamment pour les salaires de PQR, par la simple application de la hausse des prix enregistrée par l'indice INSEE. 1,5% ? Quel salarié de l'un des titres de presse quotidienne n'a pas constaté que sa perte en pouvoir d'achat dépasse depuis longtemps ce pourcentage dérisoire ? Si un accord de branche nationale demeure précieux et représente une référence pour les entreprises de presse quotidienne régionale, le décalage entre les aspirations salariales et le chiffre patronal atteint la crédibilité d'un tel accord, si le pourcentage affiché ne représentait que ce malheureux 1,5%.

Le patronat de la PQR doit savoir que le pouvoir d'achat ne se réglera pas par une simple application d'un indice INSEE, qui est jugé dérisoire dans la conscience de chaque salarié. Les besoins réels en pouvoir d'achat sont déterminés par des pertes réelles :

- le prix des denrées alimentaires de base est en hausse constante ;
- le montant des loyers et celui de l'achat de l'immobilier représentent une dépense exorbitante pour chaque salarié ;
- le coût des transports, essence ou transports en commun, croît de manière inflationniste ;
- l'augmentation des prélèvements sociaux pour des prestations en chute constante représente une part importante de l'indice réel de perte de pouvoir d'achat...

De plus, l'arrivée dans les entreprises de presse de bailleurs de fonds jouant un rôle majeur dans la finance et la publicité laisse entrevoir des capitaux disponibles pour le salariat en général.

C'est pour quoi le secteur presse de la FILPAC CGT encourage les équipes syndicales de presse d'aller porter dans les meilleurs délais les revendications salariales aux directions des titres, de telle façon que le patronat de la presse sache réellement quel contentieux existe avec les salariés sur la question du pouvoir d'achat.

Il y a urgence que ces rencontres entre directions patronales et équipes syndicales se déroulent. Car le vendredi 13 avril, les patrons de la PQR brandiront l'indice INSEE à 1,5% comme horizon obligé de leur politique salariale 2007.

D'ici là, que le climat se réchauffe.

Montreuil, le 6 avril 2007